

L'entreprise ne peut faire l'économie d'un débat sur la révolution numérique

# « Le digital n'est pas à prendre 'en l'état' »

■ Christophe Lo Giudice

Le digital nous est « vendu » comme une promesse inéluctable porteuse de bienfaits. Professeur à l'ULg, co-directeur du centre de recherches Spiral, Pierre Delvenne met en garde : cette perspective écarte l'indispensable « mise en politique ». Il invite à placer le digital en débat, au niveau tant de la société que de l'entreprise, et en appelle à l'intelligence collective pour contribuer à faire advenir un futur souhaité.

Une première révolution industrielle est intervenue avec la mise en œuvre des machines propulsées par la vapeur, permettant la production à l'échelle industrielle. La deuxième révolution industrielle correspond à la généralisation de l'électricité et du pétrole, avec pour effets d'accroître les rendements et de faciliter le transport. La généralisation de l'informatique est considérée comme une troisième révolution, permettant la circulation de l'information. « Aujourd'hui, on nous annonce la quatrième révolution industrielle, celle du digital, note Pierre Delvenne, professeur et chercheur en sciences politiques et sociales à l'Université de Liège. Mais cette quatrième révolution a déjà été annoncée plusieurs fois par le passé, avec les biotechnologies, avec les nanotechnologies, etc. L'effet d'annonce n'est pas anodin : il joue un rôle important car il est mobilisateur. Il s'inscrit dans la construction d'un nouvel imaginaire. »

En Belgique comme dans de nombreux autres pays à travers le monde, les décideurs, les médias et les experts nous parlent du digital comme une partie intégrante du progrès, « comme un processus autonome, inéluctable, qui nous tombe dessus, pointe-t-il. Et ces technologies digitales sont présentées comme des outils de nature à résoudre beaucoup de nos problèmes socio-économiques. Ces discours articulent des promesses parfois fantasmées, comme des gains de productivité, une plus grande compétitivité étatique, la libération de certaines corvées ou l'empowerment des travailleurs, par exemple. Ces acteurs s'accordent autour d'une vision avant-gardiste essayant de



> **Pierre Delvenne**, Université de Liège  
*« Notre monde politique évolue pleinement dans cette 'économie de la promesse'. La Belgique vise le top 3 du classement numérique européen. Atteindre ce top 3 européen : pourquoi ? On n'en sait rien ! »*  
 © Christophe Lo Giudice

construire une vision collectivement partagée, pour faire advenir un futur qui serait digne d'intérêt. »

Une telle perspective est à la fois erronée et dangereuse, estime Pierre Delvenne. « Elle est erronée car la technologie n'est intrinsèquement ni bonne, ni mauvaise. Mais elle n'est jamais neutre : elle porte toujours les intérêts, enjeux, valeurs de ses concepteurs ou initiateurs. Il est important de ne pas se voiler la face et de regarder aussi la face sombre, voire cachée, de ces développements. Et cette perspective est dangereuse en ce sens qu'elle écarte la possibilité de mettre les technologies digitales 'en politique', en débat, en discussion. »

## Impacts transversaux

La littérature sur le digital est très abondante. On nous prédit énormément de choses, en particulier pour le monde du travail. Des études font état que 47% des emplois aux États-Unis pourraient être automatisés dans les 20 années à venir. Le secteur bancaire est en profonde transformation depuis des années. Dans la grande distribution, Amazon teste le supermarché entièrement automatisé, dont une première version vient d'ouvrir ses portes à Seattle. Des robots pourraient prendre la place d'avocats et régler un certain nombre d'affaires simples, ce qui touche à l'idée même de « rendre justice ». Les administrations mettent en œuvre l'e-government. Les agriculteurs se dotent d'une incroyable panoplie de gadgets technologiques, comme le monde des soins de santé par

« Le risque existe aujourd'hui de voir la technologie devenir incontrôlable »

## TEMPS FORTS

- ➔ Sous couvert du digital, on nous annonce énormément de choses, toujours présentées comme des « progrès inéluctables ».
- ➔ Or, il importe de mettre le digital « en débat », de se questionner quant à savoir quel futur on veut.
- ➔ La recherche, mais aussi l'intelligence collective doivent éclairer les effets positifs et négatifs du digital, et nourrir la prise de décision.

ailleurs. La guerre elle-même est en pleine digitalisation avec des drones permettant de guerroyer « à distance ».

« Les impacts de la digitalisation sont transversaux, souligne Pierre Delvenne sur base de ces exemples. Des opportunités, mais aussi des menaces y sont associées. Il y a des effets positifs et négatifs. La technologie n'est pas quelque chose qui va rendre la vie meilleure, ou moins bonne, par nature. Il importe donc de se questionner quant à savoir si c'est le futur dont on veut. Avec cet enjeu particulier que, jusqu'ici, l'homme restait au contrôle, aux commandes de la machine. Les nouveaux développements laissent entrevoir une rupture : l'homme dépend de plus en plus de la machine, et en subit les conséquences. Le risque existe de voir la technologie devenir incontrôlable. »

### Précaution à prendre

Notre monde politique évolue pleinement dans cette « économie de la promesse », regrette le professeur. C'est vrai aussi au niveau européen et, bien entendu, aux États-Unis. Évoquant, dans un de ses discours sur l'État de l'Union, la revitalisation d'anciens entrepôts délabrés en laboratoires de pointe dans le domaine de l'impression 3D, le président Obama présentait le digital comme ayant « le potentiel de révolutionner la façon dont nous faisons à peu près tout ». Le plan d'action Digital Belgium du Ministre De Croo affiche parmi ses priorités la confiance dans le numérique, notamment pour la création d'emplois. L'ambition est fixée : la Belgique vise le top 3 du classement numérique européen. En Wallonie, le plan Marshall est devenu 4.0. « Or, tout ça ne va pas de soi, insiste Pierre Delvenne. Il n'y a pas d'automatisme entre développement digital, croissance et compétitivité, ni avec l'idée que bien-être et cohésion sociale vont en découler par nature. Atteindre le top 3 européen : pourquoi ? On n'en sait rien ! »

Les constats sur le terrain doivent pourtant inciter à la précaution. « Les annonces de licenciements se succèdent dans les médias et les entreprises disent : 'On n'y peut rien, c'est à cause de la digitalisation', relève-t-il. La demande s'axe sur des travailleurs très qualifiés et d'autres très peu qualifiés mais très flexibles, mettant en tension ceux qui se situent entre les deux. La précarité gagnent les travailleurs, même parfois ceux qui exercent plusieurs emplois. Tout le monde doit devenir entrepreneur, flexible, agile. La robotisation, voire l'ubérisation, s'imposent comme une nouvelle normalité, sans que les autorités politiques, ni les partenaires sociaux en prennent toute la mesure. Les impacts sociétaux apparaissent constamment sous-estimés. »

Que faire dès lors ? Pierre Delvenne émet quelques pistes : susciter et encourager les débats sur la digitalisation du travail ce qui pourrait amener à modifier l'agenda digital, alimenter la recherche sur le sujet en promouvant une approche multidisciplinaire dans l'optique de « maximiser les bénéfices et limiter les pertes », nourrir ainsi la prise de décisions à tous les niveaux, développer un vrai programme d'humanisation du travail, et, plus largement, institutionnaliser des mécanismes permettant d'évaluer et anticiper les impacts positifs et négatifs des technologies. « L'enjeu étant de faire advenir un futur non plus subi, mais un futur souhaité. » ■

*Pierre Delvenne s'est exprimé dans le cadre de la conférence organisée le 13 septembre dernier par HR Public dans les murs du SPF Économie. Celle-ci s'inscrit dans le cycle 2017 consacré au NWOW & HR Digital*



www.hrpublic.be

hr public  
Sharing Knowledge and Experience

Venez partager votre savoir  
et vos expériences avec  
nos professionnels en  
Ressources Humaines



### ÉVÈNEMENT À VENIR



### Les métiers changent.

De nouvelles règles seront établies. Il faudra soigner la définition d'objectifs clairs. Les relations chefs-subordonnés devront évoluer. Il sera essentiel que ces nouvelles manières de fonctionner soient définies ensemble, managers et collaborateurs. Quel peut être le rôle des partenaires sociaux et du dialogue social dans tout cela pour que cette transformation soit correctement encadrée, gérée, au bénéfice de tous ?



HR Public, Silversquare Business Club  
Avenue Louise 523, 1050 Bruxelles • info@hrpublic.be